

dangereuse sur la tranquillité de l'Europe. La Russie s'engageait dans sa politique d'expansion en Extrême-Orient; l'Autriche cherchait à prendre en Europe un rôle de médiation et de pacification; elle pensait d'ailleurs que le temps, dans les Balkans, travaillerait pour elle et que, d'une association temporaire avec la Russie, elle retirerait plus de profits que sa partenaire. A la suite d'un voyage de l'empereur François-Joseph à Saint-Pétersbourg, les deux gouvernements conclurent une convention, dont les termes n'ont jamais été rendus publics¹, par laquelle ils convenaient de maintenir dans les Balkans le *statu quo* et de n'agir, dans toutes les affaires concernant les pays balkaniques, que d'un commun accord².

L'accord de 1897 était, avant tout, négatif : les événements qui, dans l'été de 1902, commencèrent d'agiter la Macédoine allaient obliger les deux « puissances de l'entente » à des résolutions et à des actes positifs. Elles allaient agir comme une Sainte-Alliance pour prévenir ou réprimer les mouvements révolutionnaires et contenir les velléités d'intervention des Etats balkaniques; en même temps, elles allaient s'entendre sur un programme de réformes à proposer et à faire accepter au Sultan

1. « La commission des Affaires étrangères de la délégation hongroise... a questionné le comte Goluchowski sur la forme et les termes de l'arrangement conclu, en 1897, à Saint-Pétersbourg, entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Le ministre a répondu qu'il n'existait pas de convention formelle et écrite, mais un simple échange de vues verbal sur la nécessité pour les deux gouvernements d'imposer la paix dans les Balkans au moyen d'une action simultanée à l'égard des différents peuples qui les habitent. » Le marquis de Reverseaux à M. Delcassé, 13 mai 1902. *Livre jaune* de 1902, n° 20.

2. Voyez ci-dessous, chapitre VI, les résultats et la fin de l'entente austro-russe.